

Qu'est-ce que la Réforme de la Biologie médicale ?

D'abord un prétexte : l'harmonisation européenne autour de la qualité.

Une préparation dans le secret et une publication sans débat parlementaire : Lors de la rédaction, aucune information ne devait filtrer, et la promulgation de cette réforme s'est faite sans débat parlementaire sous forme d'une ordonnance, par la majorité au pouvoir en 2010.

Un rejet massif de la profession suivie d'un parcours législatif chaotique : l'annulation du texte, puis son rétablissement sous une nouvelle forme, et enfin sa reprise sous forme d'une proposition de loi début 2013.

Des normes très lourdes: elles sont regroupées sous le terme d'accréditation, ayant un coût de 175 000€/an/laboratoire, et sont validées par un organisme privé, le COFRAC.

Une mise en vente qui ne dit pas son nom : les contraintes financières et techniques liées à cette accréditation vont entraîner inexorablement la mise en vente des laboratoires de petites structures à des groupes financiers. Les laboratoires rachetés seront vidés de leurs machines, la plus grande partie du personnel sera licenciée, et tous les prélèvements partiront vers des usines à analyses.

Trois grands dangers pour le patient :

1. Tous les prélèvements de ces laboratoires seront transportés dans des glacières par des livreurs, à destination d'usines à analyses parfois très éloignées. *Quelle sera la valeur du résultat de l'analyse dans ces conditions ?*
2. Cette nouvelle génération de laboratoires complètement vides de moyens techniques et humains est incapable de faire face à des demandes d'analyses urgentes, mettant fatalement la santé du patient en danger.
3. La déshumanisation du patient réduit au statut de code-barres.

Un appel sans écoute, des politiques obstinés : dès le début de la parution de la réforme, la profession s'est mobilisée sur tous les terrains pour alerter l'opinion publique (manifestations, publications dans la presse, pétitions, grève de la faim, mobilisation sur les réseaux sociaux...). Lorsqu'elle était dans l'opposition, la majorité actuelle déclarait son immense compassion pour une profession meurtrie et la nécessité de revoir cette réforme au travers de valeurs humaines. Cette majorité aujourd'hui au pouvoir, semble vouloir renier ses engagements et ne veut pas écouter les alertes.

Pourtant, les scandales sanitaires qui impliquent des groupes agroalimentaires abusant de leur position dominante défraient la chronique, ce qui devrait interpeller le nouveau gouvernement. En effet, cette réforme induit une situation strictement similaire qui aboutira aux mêmes excès dans la biologie médicale, avec des groupes financiers surpuissants.

Le gouvernement s'obstine à ne pas vouloir prendre conscience de la mise en danger de la santé du patient et continue à tenir le même discours, célébrant la transformation industrielle du secteur de santé.

Le débat actuel à l'Assemblée nationale se déroule dans des conditions très tendues, où les lobbys financiers essaient d'imposer cette réforme en force, alors que la profession la rejette comme en témoigne un sondage CSA réalisé en 2011.

Les laboratoires d'analyses, n'ont jamais posé le moindre problème sanitaire majeur et constituent la profession en qui les Français ont le plus confiance après les pompiers.

Pourquoi un tel acharnement à démolir une profession saine et exposer le patient à des dangers qu'on pourrait éviter ?